

Ce qui s'est passé dans l'industrie du bois d'oeuvre dans l'est du Canada illustre à l'envi la nécessité de discuter avec nos voisins du sud de nos problèmes commerciaux.

Heureusement, grâce aux efforts déployés par le gouvernement du Canada par l'intermédiaire du ministère du Commerce international, nous avons pu obtenir une exemption pour 85 p. 100 de nos producteurs de bois d'oeuvre. Cependant, certains d'entre eux seront durement touchés si nous ne parvenons pas à négocier une exemption intégrale pour les producteurs de bois d'oeuvre des Maritimes. C'est un excellent exemple des répercussions du protectionnisme américain chez nous.

J'espère que, le moment venu, les détracteurs de nos efforts en vue de conclure un accord de libre-échange se réveilleront, car nos ressources et nos matières premières, qui revêtent une importance extrême sur le plan de l'emploi, risquent de plus en plus d'être frappées par le protectionnisme du Congrès américain.

Il convient de féliciter le gouvernement des efforts qu'il a déployés et de l'inciter à garder la porte ouverte, de sorte que nous puissions poursuivre ces pourparlers d'une importance vitale pour les Canadiens.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### LA SUSPENSION DES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES— LA RÉOUVERTURE POSSIBLE DES POURPARLERS

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, j'adresse ma question au ministre des Finances dans l'espoir que, pour changer, nous pourrions obtenir des réponses franches et directes.

Hier, le premier ministre a refusé de dire ce que le gouvernement comptait faire à la suite de la suspension de nos négociations avec les États-Unis. Pourtant, à l'extérieur de la Chambre, son attaché de presse a laissé entendre qu'on tenait des réunions en haut lieu.

Ce matin, je cherche à voir si nous pouvons obtenir des réponses à la Chambre des communes au lieu d'avoir à compter sur les indiscretions d'un attaché de presse.

Je voudrais plus précisément demander au ministre des Finances s'il doit rencontrer le secrétaire au Trésor, M. Baker, pour parler des négociations sur le libre échange? Le premier ministre et le Cabinet l'ont-ils mandaté pour relancer ces négociations?

Plus particulièrement, le ministre des Finances peut-il nous dire quel genre de concessions le gouvernement canadien envisage pour amener les Américains à reprendre les pourparlers?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député devrait savoir que les réunions auxquelles je dois participer au cours du week-end et au début de la semaine prochaine, à Washington, s'inscrivent dans le cadre

des assemblées annuelles courantes du FMI, de la Banque mondiale et du groupe des Sept.

Ces réunions ont été prévues depuis plusieurs mois et même depuis plusieurs années. Il n'y a là rien de spécial. Je rencontrerai M. Baker au cours de ces assemblées, mais pour le moment il s'agit de parler uniquement de la dette internationale, des progrès réalisés dont le règlement de certains problèmes avec l'Afrique subsaharienne, d'examiner une proposition du directeur du FMI et d'étudier d'autres questions reliées à la situation de la dette internationale.

#### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Je crois pouvoir dire qu'il met à rude épreuve la crédulité de la Chambre et des Canadiens en laissant entendre qu'il aura un petit tête à tête avec le secrétaire au Trésor Baker sans aborder la question qui revêt le plus d'importance pour nos deux pays à l'heure actuelle.

De qui ce moque-t-on ce matin à la Chambre? Le secrétaire au Trésor et le ministre des Finances vont-ils discuter de la possibilité de relancer les négociations ou le gouvernement a-t-il bien précisé que les négociations ne reprendraient pas? Pourquoi le ministre des Finances ne fait-il pas preuve de franchise, pour une fois?

• (1120)

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je suis très direct avec le député. Peut-être n'aime-t-il pas les réponses que je lui donne, mais ce sont des réponses directes.

Aucun tête à tête n'est prévu entre M. Baker et moi-même. Nous nous rencontrerons dans le cadre des assemblées du Groupe des Sept et aux réunions du FMI et de la Banque mondiale. Voilà à quoi se résument ces réunions et il s'agit là d'une réponse directe à la question du député.

#### LA POLITIQUE CANADIENNE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, je voudrais souligner une autre contradiction évidente. Le premier ministre a déclaré à la Chambre hier qu'il lui semblait peu souhaitable de rencontrer le président Reagan. Néanmoins, au cours d'une interview qu'il a donné à la Presse, hier soir, il a dit qu'il devrait peut-être le rencontrer. Il a ajouté que le gouvernement était prêt à mettre de l'eau dans son vin en ce qui concerne le mécanisme de règlement des conflits—ce mécanisme ne devra pas être nécessairement exécutoire et pourrait être installé graduellement.

Est-il vrai que les seuls à céder sont non pas les Américains, mais les Canadiens? Le gouvernement n'essaie-t-il pas, en fait, de préparer le terrain afin de pouvoir faire d'autres concessions pour obtenir son accord de libre-échange? N'est-ce pas ce qui se passe?